



## Conseil économique et social

Distr.: Limitée  
29 novembre 2007

Français  
Original: Anglais

---

### Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Reprise de la seizième session

Vienne, 29 et 30 novembre 2007

### Projet de rapport

*Rapporteur:* David Nelson (Canada)

#### Additif

### **Renforcement du programme contre le crime de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du rôle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en tant qu'organe directeur du programme, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique**

#### **A. Structure du débat**

1. La Commission a examiné le point 7 de l'ordre du jour intitulé "Renforcement du programme contre le crime de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du rôle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en tant qu'organe directeur du programme, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique" à sa 11<sup>e</sup> séance, le 29 novembre 2007. Pour l'examen de ce point, elle était saisie des documents suivants:

a) Rapport du Directeur exécutif sur le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2008-2009 (E/CN.7/2007/17-E/CN.15/2007/18);

b) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2008-2009 (E/CN.7/2007/18-E/CN.15/2007/19).

2. Un représentant du Secrétariat a fait une déclaration liminaire sur le point de l'ordre du jour. Des déclarations d'ouverture ont été faites par l'observateur de



l'Égypte (au nom du Groupe des 77 et la Chine), l'observateur de la République dominicaine (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et l'observateur du Portugal (au nom de l'Union européenne). Des déclarations ont également été faites par l'observateur de Cuba et par les représentants du Japon, de l'Italie, du Nigéria et des États-Unis d'Amérique.

## **B. Délibérations**

3. Plusieurs orateurs se sont félicités de la qualité de la documentation concernant le budget et ont remercié le Secrétariat pour les efforts qu'il avait déployés pour informer les délégations sur ces documents et pour les renseignements supplémentaires qu'il avait fournis avant la reprise de la seizième session de la Commission. Les représentants ont accueilli avec satisfaction le budget consolidé pour l'exercice biennal 2008-2009 (E/CN.7/2007/17-E/CN.15/2007/18) qui intégrait le programme contre la drogue et les programmes contre le crime au niveau opérationnel tout en conservant leur identité pour ce qui est de la gestion de leurs fonds respectifs. Des remerciements ont également été exprimés pour les efforts visant à améliorer la présentation de ce budget, qui était, pour la première fois, soumis également à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Il a été demandé que les documents budgétaires futurs comprennent un glossaire de la terminologie budgétaire.

4. La décision de l'Assemblée générale de donner à la Commission compétence budgétaire sur le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a été accueillie avec satisfaction. Conformément au paragraphe 1 de la section XI de la résolution 61/252 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2006, la Commission a examiné le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'exercice biennal 2008-2009. On a fait observer que cette décision plaçait la Commission sur un pied d'égalité avec la Commission des stupéfiants et la renforçait dans sa fonction d'organe directeur principal de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. Plusieurs orateurs ont estimé que cette décision faciliterait l'intégration des politiques des programmes de lutte contre la drogue et contre le crime, comme le montrait déjà la présentation du budget consolidé.

5. Plusieurs orateurs se sont félicités de l'approche de la budgétisation axée sur les résultats et du fait que l'ONUDC avait fait à cet égard des progrès considérables, facilitant ainsi l'évaluation de l'efficacité de l'exécution de ses programmes et l'impact de ses activités. Des orateurs ont demandé à l'ONUDC de poursuivre l'élaboration d'indicateurs de performance objectifs, concrets et mesurables. L'observateur de l'Égypte, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et la Chine, avec le soutien d'autres orateurs, s'est félicité de l'harmonisation du budget consolidé avec les chapitres 16 et 28F du projet de budget-programme des Nations Unies pour l'exercice biennal 2008-2009 et de l'incorporation de la stratégie à moyen terme de l'ONUDC dans le budget consolidé pour l'exercice biennal 2008-2009, et a souligné qu'il était important d'incorporer cette stratégie dans le cadre stratégique pour l'exercice biennal 2010-2011.

6. Un orateur s'est félicité de la comptabilisation et de la présentation des recettes au titre des dépenses d'appui au programme comme catégorie distincte de fonds, ce qui était un moyen d'améliorer la transparence et la responsabilité.
7. L'observateur de l'Égypte, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et la Chine, a pris note avec approbation des travaux du Groupe de l'évaluation indépendante de l'ONUDC. Un orateur s'est félicité de la considération de l'ONUDC pour le rôle du Groupe et a prié instamment l'ONUDC de continuer à intensifier sa collaboration avec le Groupe de l'évaluation et avec le Groupe de la planification.
8. Plusieurs orateurs se sont félicités de l'amélioration de la proportion des fonds affectés aux bureaux extérieurs et ont pris note à cet égard des conclusions du Groupe de l'évaluation indépendante et du Bureau des services de contrôle interne sur les bureaux extérieurs. L'observateur de l'Égypte, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et la Chine, a déduit du rapport du Groupe de l'évaluation indépendante que l'ONUDC ne prenait pas vraiment en compte l'évolution, les opérations et l'expansion des bureaux extérieurs. L'ONUDC a été instamment prié de répondre de façon plus réactive et proactive aux besoins des bureaux extérieurs innovants qui faisaient un travail remarquable malgré les contraintes auxquelles ils étaient soumis. Les orateurs étaient d'accord avec les recommandations du Groupe de l'évaluation indépendante sur les bureaux extérieurs de l'ONUDC, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources humaines.
9. Les orateurs ont salué les efforts déployés par l'ONUDC pour assurer un financement suffisant, prévisible et stable pour ses activités. On s'est inquiété de la place excessive accordée par l'ONUDC aux contributions volontaires et de la part croissante des fonds à des fins spéciales ainsi que de la diminution des fonds à des fins générales. Il a été souligné que si cette tendance témoignait de la confiance croissante dans les programmes de l'ONUDC, elle ne laissait pas suffisamment de fonds à des fins générales pour l'ONUDC. Plusieurs orateurs ont pris note avec préoccupation de la baisse du solde du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale qui a diminué de 2,8 millions de dollars et souligné que le niveau actuel des ressources n'était pas viable.
10. Un certain nombre d'orateurs ont noté que la part du budget ordinaire des Nations Unies alloué à l'ONUDC devrait être à la mesure de ses mandats; il faudrait accroître aussi les contributions à des fins générales de manière que l'Office puisse mieux planifier et mettre en œuvre ses activités d'assistance technique. Un certain nombre d'orateurs ont noté le faible nombre de donateurs contribuant aux fonds d'affectation générale du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et que près de 60 % de ces fonds provenaient d'un seul et unique donateur. Des orateurs ont appelé les donateurs et les États Membres à accroître leurs contributions à des fins générales au Fonds. L'incidence négative du manque de fonds à des fins générales sur la planification prospective du programme de travail et les effectifs a été notée avec préoccupation. Des orateurs se sont inquiétés aussi du fait que la place excessive accordée aux ressources extrabudgétaires et en particulier aux fonds d'affectation spéciale avait conduit à des modes de financement fragmentés, imprévisibles et restrictifs qui limitaient l'aptitude de l'ONUDC à prendre des décisions stratégiques. L'observateur de la République dominicaine, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, a noté que la baisse des fonds à des fins générales avait eu des

conséquences pour la région, et a donné en exemple la fermeture du bureau régional à la Barbade.

11. Des orateurs s'exprimant au nom de plusieurs groupes ont également noté que les ressources du budget ordinaire allouées à l'ONUDC continuaient de représenter moins de 1 % de l'ensemble du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et que les activités de base de l'ONUDC devaient être financées par ce dernier.

12. Un orateur a noté que, bien que des progrès aient été faits, conformément aux réformes organisationnelles internes et à l'initiative "Une ONU", le budget actuel ne reflétait pas intégralement ces changements et les bureaux extérieurs devraient recevoir un plus grand soutien pour leurs fonctions opérationnelles. L'orateur a ajouté que l'ONUDC devrait fournir aux États Membres le détail des coûts à supporter au cours de l'exercice biennal 2008-2009 par suite de ces réformes. En outre, même si la coordination entre les programmes contre la drogue et contre le crime était encouragée, il faudrait maintenir un compte distinct pour chacun de ces fonds.

13. Plusieurs orateurs ont noté l'expansion des programmes de prévention du crime et de justice pénale de l'ONUDC et se sont félicités des efforts déployés par ce dernier pour assurer la ratification et l'application des conventions inédites que sont la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I, du 15 novembre 2000) et la Convention des Nations Unies contre la corruption (résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe, du 31 octobre 2003). Le Directeur exécutif a été prié de poursuivre ses efforts pour assurer un financement suffisant afin de respecter les priorités fixées par les États Membres, en particulier dans le domaine de l'assistance technique, pour la mise en œuvre des conventions et protocoles pertinents. Les orateurs ont également noté que, conformément à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Directeur exécutif de l'ONUDC devrait poursuivre ses efforts de collecte de fonds en vue de trouver de nouveaux donateurs.

14. L'observateur du Portugal, s'exprimant au nom de l'Union européenne, avec le soutien des autres groupes, s'est félicité de l'introduction par l'ONUDC d'un système de partage des coûts pour faire en sorte que le Fonds du PNUCID et le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale assument chacun une part appropriée et proportionnée des dépenses communes à destination générale. Comme des orateurs avaient déjà fait des commentaires détaillés sur le budget consolidé pour l'exercice biennal 2008-2009 lors de la reprise de la cinquantième session de la Commission des stupéfiants, il a été décidé que seuls seraient abordés à la session en cours les points les plus pertinents.

15. L'observateur de la République dominicaine, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et l'observateur de l'Égypte, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et la Chine, ont demandé à ce que toute réorganisation structurelle de l'ONUDC, et en particulier de son secteur opérationnel, soit menée en consultation avec les États Membres et avec leur approbation. Les Groupes ont demandé au Directeur exécutif de veiller à ce qu'une telle réorganisation structurelle tienne compte des besoins et des priorités de chaque région.

16. L'observateur de la République dominicaine, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, a également indiqué que la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et la corruption compromettaient le bien-être économique et social de tous les pays; il a insisté sur la nécessité de coopérer pour lutter conjointement contre ces problèmes. L'orateur a noté que malgré les contraintes économiques auxquelles ils étaient confrontés, les pays de la région avaient fait un effort considérable pour appuyer l'ONUDC. À cet égard, tout en notant l'augmentation prévue des fonds alloués à la région au titre du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui sont passés de 1,8 million de dollars au cours de l'exercice 2006-2007 à 4,4 millions de dollars pour l'exercice 2008-2009, il a indiqué que cette augmentation était insuffisante pour répondre aux besoins de la région.

17. Un orateur a félicité l'ONUDC pour ses programmes en Asie de l'Est et dans le Pacifique, mais a noté qu'un certain nombre de zones d'Asie du Sud-Est et du Pacifique restaient vulnérables aux menaces que représentaient la criminalité organisée, la corruption et le terrorisme. Il a demandé aux donateurs d'envisager d'appuyer les activités d'assistance technique et d'accroître le budget des programmes exécutés dans cette région.

18. L'observateur de l'Égypte, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et la Chine, a suggéré que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recentre son attention sur son rôle de principal organe directeur de l'ONUDC s'occupant des questions liées à la criminalité et demandé à ce que le Directeur exécutif soumette chaque année des rapports à la Commission sur les moyens d'améliorer la situation financière de l'ONUDC, y compris de ses bureaux extérieurs, des rapports sur les programmes et initiatives que l'ONUDC prévoyait de mettre en œuvre au cours des exercices biennaux 2008-2009 et 2010-2011, et des rapports sur la manière dont ces programmes et initiatives s'intégraient dans la stratégie à moyen terme de l'ONUDC telle que définie dans le cadre stratégique.

19. Le Directeur exécutif a été prié aussi de présenter à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa dix-septième session, un rapport sur les difficultés financières que rencontrait l'ONUDC pour appliquer les résolutions et de lui fournir une liste de toutes les résolutions auxquelles il n'avait pas donné suite ces cinq dernières années faute de ressources, ainsi qu'une description détaillée des exemptions et réductions accordées aux donateurs sur les 13 % de dépenses d'appui aux programmes ces trois dernières années. Le Directeur exécutif a également été prié de soumettre chaque année des rapports à la Commission sur la situation financière de l'ONUDC, y compris de ses bureaux extérieurs, sur les programmes et initiatives que l'ONUDC prévoyait de mettre en œuvre au cours des exercices biennaux 2008-2009 et 2010-2011 et sur la manière dont ces programmes et initiatives s'intégraient dans la stratégie à moyen terme de l'ONUDC.

20. L'observateur de l'Égypte, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et la Chine a rappelé que le Groupe était opposé à l'inclusion de formules telles que "sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires" et "dans la limite des ressources disponibles" dans les résolutions et décisions, car cette pratique était contraire aux dispositions de la Section VI de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990, dans laquelle l'Assemblée générale indiquait clairement que la "Cinquième Commission était la grande commission chargée des questions administratives et budgétaires". Le Groupe a demandé que la Commission pour la

prévention du crime et la justice pénale s'abstienne d'employer de telles expressions dans ses résolutions et décisions, étant donné que la lutte contre les drogues, la prévention du crime et la justice pénale faisaient partie des huit domaines prioritaires de l'Organisation des Nations Unies depuis 1998. Une oratrice a déclaré que son gouvernement ne considérerait pas que l'emploi de ces expressions portait atteinte à l'autorité de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

21. Plusieurs orateurs ont lancé un appel en faveur de l'augmentation des contributions au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et demandé aux États Membres d'accroître la proportion de fonds à des fins générales.

### **C. Mesures prises**

22. À sa 11<sup>e</sup> séance, le 29 novembre 2007, la Commission a adopté un projet de résolution intitulé "Budget du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour l'exercice biennal 2008-2009" (E/CN.15/2007/L.19).

---